

AUSTRALIE

L'économie australienne devrait rebondir après les perturbations causées par les catastrophes naturelles survenues au début 2011. La croissance, stimulée par des termes de l'échange historiquement élevés, devrait s'accélérer de 3 % en 2011 à 4½ pour cent en 2012. Le chômage devrait baisser, mais l'existence de capacité de production encore inutilisée dans l'économie empêchera les tensions inflationnistes.

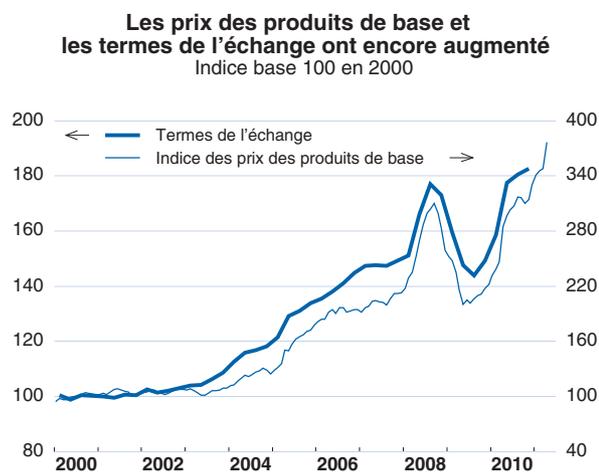
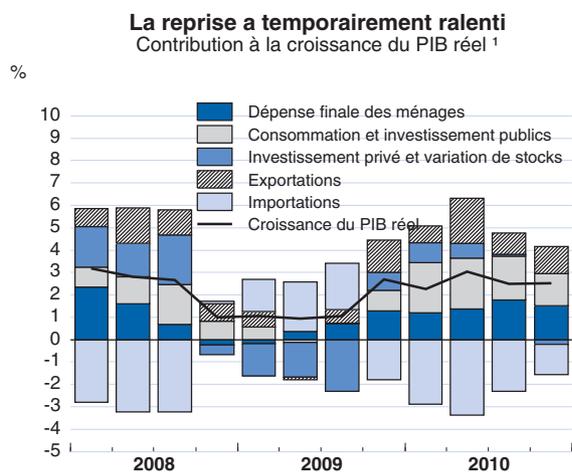
La poursuite de l'assainissement budgétaire, malgré le coût des intempéries sur les comptes publics, est bienvenue, y compris d'un point de vue conjoncturel. L'orientation actuelle de la politique monétaire semble appropriée, en l'absence d'effets indirects potentiels sur l'inflation dus aux intempéries et à la hausse du prix du pétrole. Les autorités doivent profiter des conditions économiques favorables pour poursuivre les réformes structurelles de long terme, y compris en faveur d'une production moins intensive en émissions de CO₂.

La reprise s'essouffle quelque peu

La croissance de l'économie australienne a ralenti au second semestre de 2010 pour s'établir à 2½ pour cent en glissement annuel. Le resserrement de la politique monétaire en 2010, l'appréciation du taux de change et le retrait progressif des mesures de relance budgétaire n'ont été que partiellement compensés par le rebond de la demande privée, soutenue par l'amélioration des termes de l'échange. Au début 2011, le pays a subi de fortes inondations et un cyclone, ainsi que l'impact économique des tremblements de terre au Japon et en Nouvelle-Zélande. Ces événements ont pesé sur la production et sur la demande, et notamment sur les exportations, amputant le PIB de 1 % au premier trimestre.

Malgré ces perturbations, le climat des affaires reste positif. Les prix des produits miniers sont historiquement élevés, et les entreprises ont de nouveau revu en hausse leurs plans d'investissement. Les ménages, dont

Australie



1. Pourcentage de variation en glissement annuel.

Source : OCDE, base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89 et Reserve Bank of Australia.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932431673>

Australie : Demande, production et prix

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	Prix courants, milliards de AUD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2007/2008)				
PIB aux prix du marché	1 138.3	2.4	1.4	2.6	2.9	4.5
Consommation privée	635.2	2.0	1.0	2.7	2.7	3.6
Consommation publique	193.9	3.2	1.5	3.5	2.6	1.7
Formation brute de capital fixe	326.8	7.2	-2.4	4.9	4.3	9.5
Demande intérieure finale	1 156.0	3.7	0.1	3.5	3.1	5.0
Variation des stocks ¹	4.1	-0.2	-0.5	0.2	0.3	0.0
Demande intérieure totale	1 160.1	3.4	-0.4	3.7	3.4	5.0
Exportations de biens et services	217.1	4.7	2.8	5.2	6.1	7.5
Importations de biens et services	238.8	11.3	-9.1	13.4	8.4	9.2
Exportations nettes ¹	- 21.8	-1.4	2.8	-1.7	-0.5	-0.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	6.4	-0.9	5.1	4.7	2.8
Indice des prix à la consommation	—	4.4	1.8	2.8	3.4	2.5
Déflateur de la consommation privée	—	2.7	1.6	1.9	2.8	2.6
Taux de chômage	—	4.2	5.6	5.2	5.0	4.9
Taux d'épargne des ménages ²	—	5.4	9.7	9.3	9.5	9.2
Solde des administrations publiques ³	—	-0.2	-4.9	-5.9	-2.8	-1.4
Balance des opérations courantes ³	—	-4.5	-4.3	-2.6	-1.1	-1.3

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du revenu disponible.

3. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 89.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932432927>

la confiance fléchissait au début 2011, ont en revanche continué de modérer leur consommation et de se désendetter. En avril 2011, l'emploi avait retrouvé son niveau d'avant la catastrophe dans les régions les plus touchées par les pluies et les inondations, et le taux de chômage s'était replié à 4.9 %. L'inflation sous-jacente est cependant restée modérée, à 2¼ pour cent au premier trimestre de 2011, à cause de l'affaiblissement de la demande et de l'appréciation du taux de change. L'inflation globale, attisée par la flambée des prix des fruits et légumes causée par les récents événements climatiques, s'établissait à 3¼ pour cent.

La politique monétaire est légèrement restrictive

La Reserve Bank of Australia a relevé son taux au jour le jour en 2010 pour le porter à 4.75 % en novembre. Cette mesure, conjuguée à l'appréciation du taux de change, donne une orientation légèrement restrictive à la politique monétaire. Dans ce contexte, la demande de crédits est restée faible. L'orientation actuelle de la politique monétaire semble appropriée. Toutefois, des tensions inflationnistes pourraient apparaître en raison des effets indirects potentiels dus aux intempéries et à la hausse du prix du pétrole, ainsi que de l'accélération de la croissance

à partir du deuxième trimestre de cette année, qui pourrait générer des goulets d'étranglement dans certains secteurs de l'économie.

Le cap de l'assainissement budgétaire est maintenu

Le déficit des administrations, qui avoisinait 6 % du PIB en 2010, s'est détérioré un peu plus que prévu du fait de l'affaiblissement de la croissance au second semestre de l'an passé. Les inondations ont entraîné des coûts budgétaires additionnels d'environ ½ pour cent du PIB, qui seront financés par une hausse temporaire des impôts directs sur les ménages aisés et des annulations ou des reports de certaines dépenses publiques. Le budget pour 2011/12 confirme l'engagement des autorités de poursuivre une politique budgétaire restrictive afin de rétablir le surplus dès 2013. À cette fin, des économies budgétaires représentant 1½ pour cent du PIB sont prévues au cours des 4 prochaines années, avec la suppression de certaines dépenses fiscales et un meilleur ciblage des prestations familiales. Le budget comporte également plusieurs mesures visant à soutenir le taux d'activité et à promouvoir la formation de la main-d'œuvre, ce qui devrait avoir des effets bénéfiques sur la croissance à moyen terme.

L'activité devrait rebondir après le premier trimestre

Le ralentissement de la croissance induit par les catastrophes naturelles devrait être compensé par un rebond de l'activité à partir du deuxième trimestre de 2011, soutenu par la reconstruction des infrastructures détruites. La croissance du PIB, étayée par les exportations et l'investissement, devrait dépasser 4 % en 2012. Le niveau élevé des termes de l'échange continue de favoriser le secteur minier, ce qui a un effet d'entraînement sur l'économie. La décrue du chômage, la progression de l'emploi et la hausse des revenus du travail devraient permettre un raffermissement graduel de la consommation privée. Malgré une forte croissance, l'écart de production devrait rester négatif en 2012, ce qui contiendra les tensions inflationnistes.

Les risques sont globalement équilibrés

Une détérioration des conditions financières internationales, ou un resserrement monétaire plus marqué que prévu en Asie face aux risques d'inflation, aurait un effet négatif sur l'économie. Sur le plan intérieur, le rebond de l'activité après les intempéries pourrait être plus modéré qu'anticipé. D'un autre côté, la confiance des ménages pourrait aussi rapidement se redresser et favoriser une consommation et une demande intérieures plus fortes. Si les tensions inflationnistes mentionnées ci-dessus se matérialisent, la banque centrale pourrait devoir resserrer sa politique afin de ralentir l'économie.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Australie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-1-12-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.